



Montreuil, le 8 avril 2020

Communiqué de presse

Coronavirus : la CGT de Verallia demande le versement de la prime Macron pour la mobilisation des salariés du groupe verrier

Face à la crise exceptionnelle du coronavirus, la CGT appelle le groupe Verallia à verser la prime Macron en contrepartie de l'engagement des salariés pour l'approvisionnement agroalimentaire du pays. En outre, le syndicat alerte d'ores et déjà sur le projet de restructuration industrielle du groupe en sortie de crise sanitaire.

Notre pays est confronté à une crise sanitaire historique qui aura des conséquences économiques et sociales inédites dans les mois qui viennent.

Dans l'immédiat, **nous souhaitons rendre hommage au dévouement des équipes médicales qui assurent leur mission dans des conditions héroïques.** Chaque français leur est redevable de leur engagement au service de l'intérêt général.

Nous saluons l'engagement de nos collègues, agents des services publics et salariés du secteur privé, qui **assurent le fonctionnement des secteurs vitaux à la continuité de l'Etat et à la vie économique de notre pays.**

Les salariés de Verallia font partie de ces « héros du quotidien » qui continuent d'occuper leur poste malgré les conditions de travail difficiles en verrerie (chaleur, bruit, travail de nuit) et les risques omniprésents liés au coronavirus (notamment contamination potentielle entre collègues du fait de l'obligation de se parler très près à cause du bruit des machines).

La préservation de la santé des salariés de Verallia, de leur famille, et tous les français en générale, est une priorité absolue pour la CGT si bien que tous les moyens doivent être en œuvre pour enrayer cette pandémie.

Sur le front sanitaire, le syndicat demande donc au groupe Verallia de protéger ses salariés avec des commandes de masques FFP2, de blouses intégrales et de surchaussures.

Des commandes de masques supplémentaires pourraient être effectuées par l'entreprise pour être distribuées aux hôpitaux autour des 7 verreries françaises en signe de solidarité afin de démontrer concrètement la responsabilité sociale du groupe.



Sur le front social, suite à la promulgation de l'ordonnance du 25 mars, la **CGT de Verallia** était prête à signer un accord d'entreprise global à l'ensemble du groupe en France afin d'organiser la prise de congés pendant la crise du coronavirus et participer ainsi à « l'effort de guerre » au service du pays.

Or, le syndicat dénonce l'absence de dialogue social en la matière : dans l'urgence et sans concertation, la direction du groupe a imposé aux salariés de devoir prendre des congés, de solder des RTT et de devoir poser leurs jours de récupération pour temps d'habillage.

En réalité, le but implicite du groupe est de recourir le moins possible au chômage partiel afin **d'être en mesure de verser un confortable dividende aux actionnaires au titre de 2020** (montant initialement prévu de 100 M€). Car le ministre de l'économie, Bruno le Maire, exhorte les entreprises bénéficiant du chômage partiel à ne pas verser de dividendes.

Sur le front économique, la **CGT de Verallia** demande au groupe le versement de la prime **Macron (jusqu'à 2000 € par travailleur) pour récompenser l'engagement de ses salariés** pour l'approvisionnement alimentaire du pays à travers notre métier de verrier dédié à la fabrication de pots et bouteilles en verre.

Aux yeux de la CGT de Verallia, **la production doit être orientée maintenant en priorité vers les produits de première nécessité** (pots alimentaire et bouteilles d'eau). La fabrication de bouteilles d'alcool n'est plus une priorité dans ce contexte, a fortiori pour limiter les risques de violences conjugales en cette période difficile de confinement.

Enfin, sur le front industriel, le syndicat alerte d'ores et déjà sur le risque de restructuration au sein du groupe en sortie de crise sanitaire. **Un projet de transformation de l'entreprise prévoyait déjà, à la veille de cette crise, la suppression d'une centaine de postes en France.**

Or, la direction du groupe devrait vraisemblablement profiter de cette crise du coronavirus pour alourdir massivement la restructuration industrielle initialement prévue et fragiliser davantage le tissu économique local (un emploi direct détruit chez Verallia entraîne la destruction de 3 emplois indirects extérieurs à l'entreprise).

A l'issue de cette « guerre sanitaire », les mois qui viennent seront déterminants pour engager de nouvelles batailles afin de défendre nos capacités industrielles tant en France que chez Verallia, réhabiliter notre Etat-providence et arracher de nouvelles conquêtes sociales à un néolibéralisme en voie d'effondrement.

Contacts :

Dominique Spinali, secrétaire du Comité économique européen de Verallia :

06 40 69 59 76